

---

voir le développement du pétrole en Amérique latine et dans les Caraïbes. Quelque \$250 millions ont été affectés à ce programme. Celui-ci reflètera nos objectifs en matière d'aide au développement. Il visera à découvrir du pétrole dans des pays qui, actuellement, doivent importer ce produit.

Cependant, ce que notre pays et les autres peuvent faire de manière bilatérale n'est rien à côté des besoins des pays en développement obligés de s'adapter à la nouvelle situation énergétique. Nous pensons qu'un mécanisme multilatéral ambitieux doit être mis au point pour accroître l'aide destinée à ces pays. Nous sommes favorables au projet d'une "filiale énergétique" de la Banque mondiale. Pour avoir l'ampleur nécessaire, cet organisme devra employer des techniques originales de financement, mais elle aura aussi besoin d'un appui massif des donateurs anciens et nouveaux. Il offre la possibilité de contribuer au "recyclage" des excédents pétroliers, tout en s'attaquant à la question fondamentale de l'offre d'énergie. Un grand nombre de questions techniques devront être abordées et une volonté politique encore plus importante devra être mise à contribution. Le gouvernement du Canada se propose de faire ce qu'il pourra, au cours des prochains mois, dans les aspects divers du dialogue, pour promouvoir l'idée d'un effort multilatéral accru en vue de remédier à la situation énergétique des pays en développement.

**Seule  
approche  
possible**

Il me semble que le problème énergétique et nombre d'autres questions que nous avons abordées au cours de cette fin de semaine ne peuvent être résolus que par une approche multilatérale et, en fin de compte, par l'entremise d'institutions multilatérales où pouvoirs, responsabilités et direction seraient équitablement partagés. J'ai été particulièrement impressionné par la capacité de la Banque mondiale et des banques régionales de développement à concevoir et appuyer des approches globales et régionales intégrées face à un grand nombre de problèmes concrets de développement auxquels sont confrontés les pays en développement.

Je pense qu'au cours des années 80, nous attendrons des institutions financières internationales un rôle encore plus grand. Elles ont des chances de progresser à un rythme beaucoup plus rapide que les budgets gouvernementaux affectés à l'aide au développement et que les économies nationales des pays donateurs. Elles devront trouver des solutions originales pour accroître leurs emprunts sur les marchés internationaux de capitaux, par rapport à l'ampleur des capitaux et des autres contributions fournis par leurs membres. Cela sera particulièrement important si l'on continue d'observer, chez leurs principaux contributeurs, une réticence ou une incapacité à engager des ressources de l'ampleur voulue.

Le Canada entend faire de son mieux pour maintenir son aide à ces institutions multilatérales. Par exemple, j'annonce aujourd'hui que le Gouvernement demandera au Parlement d'approuver un paiement de \$165 millions à la filiale de prêt à conditions avantageuses de la Banque mondiale, l'AID. Ce paiement sera effectué vers la fin de 1980 dans le cadre du mécanisme de "relais" qui permet à l'AID de maintenir ses activités en attendant les contributions des principaux donateurs. Au-delà de nos propres efforts, nous voulons faire notre maximum, dans les discussions avec les pays développés et les pays en développement, pour promouvoir la mise au point de nouvelles sources et de nouveaux mécanismes d'aide multilatérale, lorsqu'ils seront